



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°39 – du 25 novembre au 1er décembre 2022

## En bref

- Les fonds de pension britanniques à prestations définies ont enregistré un excédent agrégé de près de 375 Mds£ en octobre, en hausse de 260 Mds£ par rapport au niveau constaté en octobre 2021, selon le [Pension Protection Fund](#).

- La Banque d'Angleterre a mis à jour sa [liste](#) des établissements bancaires systémiques dont le siège est au Royaume-Uni ainsi que le coussin de capital spécifiquement lié à leur taille : HSBC (coussin systémique de 2%), Barclays (1,5%) et Standard Chartered (1%).

- La banque HSBC devrait fermer près de 25% de ses agences présentes au Royaume-Uni à partir d'avril 2023. Elle a aussi accepté de vendre ses activités canadiennes à Royal Bank of Canada pour 1Md\$.

- La fraude au Royaume-Uni liée aux crypto-actifs a augmenté de +32% en un an, selon les données d'Action Fraud,



### LE CHIFFRE À RETENIR

46,5

L'indicateur PMI du secteur manufacturier ressort en légère hausse (+0,3) par rapport à Octobre, toujours en territoire récessif.

avec un préjudice estimé à environ 226M£ pour les consommateurs.

- Dans son [discours](#) devant la Chambre des Lords, le gouverneur de la Banque centrale (BoE), A. Bailey, a fait valoir l'opposition de celle-ci à modifier la façon dont elle rémunère les réserves détenues par les banques commerciales auprès de la BoE, en réaction aux [propositions](#) d'anciens responsables de la BoE de modifier cette politique.

- Le Royaume-Uni conclut un [MoU](#) avec Singapour sur la coopération autour des fintechs et la réduction des barrières à l'entrée.



## Actualité macro-économique

Selon les données de la [Banque d'Angleterre](#), les ménages ont davantage épargné en octobre – Ainsi, loin de compenser la baisse de leur pouvoir d'achat par de la désépargne, les ménages ont déposé 6,4 milliards de livres supplémentaires sur leurs comptes bancaires en octobre, dépassant pour le deuxième mois consécutif la moyenne mensuelle constatée sur la période 2018-2019 (4,8 Mds£). En hausse, le surcroît d'épargne des ménages, par rapport au tendanciel pré-covid, représente désormais un volume de près de 195 Mds£, équivalant à 13,4% des revenus des ménages. Enfin, le recours au crédit paraît s'essouffler : le montant agrégé (net des remboursements) des emprunts à la consommation reste positif en octobre (800M£), mais en retrait par rapport à la moyenne mensuelle observée pré-crise (1,3 Md£). Comme l'analyse [KPMG](#), ces données semblent refléter la prudence des ménages dans un contexte d'incertitude et de crise du coût de la vie.

**Le marché de l'immobilier britannique affiche un ralentissement de la croissance annuelle des prix des logements en novembre, relevé par [Nationwide](#)** – Ainsi les prix des logements ont cru de 4,4% en novembre en glissement annuel contre 7,2% en

octobre. En variation mensuelle, les prix ont baissé de 1,4% en novembre, contre seulement 0,9% le mois précédent. Les données de [la Banque d'Angleterre](#) ont par ailleurs montré que les approbations de prêts hypothécaires sont passées de 66 000 à 59 000 en octobre, soit leur plus bas niveau depuis juin 2020. Le contexte inflationniste et le durcissement de la politique monétaire semblent ainsi peser sur le marché de l'immobilier.

## Actualité commerce & investissement

**Le Royaume-Uni et l'Ukraine annoncent un accord de principe sur un *Digital Trade Agreement*** – Alors que les négociations ont été entamées le 24 août dernier, les deux pays ont annoncé la signature de cet accord lors d'une rencontre entre Kemi Badenoch, ministre britannique chargée du commerce extérieur, et son homologue, Yulia Svyrydenko à Londres. Le gouvernement britannique a mis en exergue son soutien indéfectible au peuple ukrainien et se définit comme « leader mondial du commerce numérique » ainsi qu'un « partenaire idéal pour aider l'Ukraine à exploiter son potentiel ». S'agissant du contenu, l'accord s'avère très similaire à l'accord conclu avec Singapour en juin dernier. L'accord recouvre plusieurs aspects : la

libre-circulation des produits numériques et des données, la protection des consommateurs et des entreprises, la numérisation des systèmes douaniers, les services financiers et le renforcement de la coopération en matière de cybersécurité et de technologies émergentes.

**Dans un [rapport](#), le *Board of Trade* met en avant le soutien du gouvernement britannique vis-à-vis de la filière des sciences de la vie** – Cet organe gouvernemental, présidé par la ministre au commerce Kemi Badenoch, a pour objectif de sensibiliser l'opinion publique sur les avantages du commerce international. Dans ce nouveau rapport, le *Board of Trade* fait état, tout d'abord, de la place de la filière des biosciences dans le commerce extérieur : les exportations britanniques ont atteint 24,2Mds£ en 2021, principalement à destination des Etats-Unis, de la Belgique, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Chine. En termes d'investissement, le Royaume-Uni est le 3<sup>ème</sup> pays le plus attractif dans le secteur des sciences du vivant, les investissements directs étrangers représentant près de 1,9Md£ sur le territoire britannique. Cependant, le rapport constate un déclin général de la production britannique ces dernières années. Aussi, le rapport préconise de stimuler la R&D et d'identifier de nouveaux marchés, notamment par la signature d'accords commerciaux. En outre, le rapport suggère également de continuer à attirer les investissements

étrangers en accompagnant mieux les potentiels investisseurs.

**Selon une [recherche](#) de l'université d'Aston, les exportations britanniques vers le marché unique ont chuté de 22,9% en moyenne au cours des 15 premier mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord de commerce et coopération entre le Royaume-Uni et l'Union européenne** – Selon l'étude, les petites et moyennes entreprises exportant une gamme très limitée de produits seraient les plus affectées en raison de leurs ressources limitées. Bien que la valeur moyenne des exportations ait augmenté, la diversité et la variété de produits ont diminué. De fait, plus de 40% des produits britanniques précédemment exportés ne sont plus expédiés vers le marché unique.

**L'Institut Tony Blair [adresse](#) des recommandations au parti travailliste, pour améliorer et renforcer la relation avec l'Union européenne** – La première étape consiste à rétablir la confiance entre les deux partenaires en mettant un terme aux différends liés au Protocole nord-irlandais. En complément, les deux partenaires devraient s'accorder sur des mesures pour remédier aux difficultés pratiques auxquels sont confrontés les citoyens et les entreprises. Par ailleurs, le Royaume-Uni devrait s'engager à garantir des normes et standards conformément aux règles de concurrence loyales et équitables. Dans un deuxième temps, le *think-tank* invite le parti travailliste à développer une stratégie domestique cohérente vis-à-vis l'Union européenne,



en permettant au Royaume-Uni de s'aligner sur les règles européennes de manière volontaire. Enfin, la partie britannique devrait saisir l'opportunité de la révision de l'Accord de commerce et coopération à partir de 2025 pour formellement s'engager à réduire les obstacles et renforcer la coopération sur des sujets exclus, en l'état actuel, de l'accord tels que les affaires étrangères, la sécurité extérieure et défense et les services financiers.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**TheCityUK, groupe de défense des intérêts de l'industrie des services financiers, a publié un rapport sur la place de la finance islamique au sein de l'économie britannique** – Selon ce rapport, en 2021, les actifs des banques opérant sur le segment de la finance islamique (FI) basées au Royaume-Uni s'élevaient à 7,5Md\$, soit une baisse de 1,6 % par rapport à 2020. Le Royaume-Uni ne représenterait que 0,3 % des actifs bancaires de la FI au niveau mondial. Toutefois, en Europe, le RU cumulerait 85% des actifs de la FI. De surcroît, le total des actifs sous gestion des fonds de la FI basés au Royaume-Uni s'élève à 19,6 Mds\$ en 2021, répartis entre 37 fonds d'actifs. Il existait, fin 2021, selon ce rapport, 68 FinTechs de la FI en Europe, dont 45 ont leur siège au

Royaume-Uni. Enfin, le rapport insiste sur la bonne réception par l'industrie de la facilité de dépôt à la Banque d'Angleterre (BoE) spécifique aux banques islamiques, leur permettant d'avoir accès à des actifs liquides de haute qualité.

**La FCA s'apprête à lancer un régime de conseil simplifié pour améliorer l'accès des consommateurs aux service financiers** – La *Financial Conduct Authority* propose d'assouplir les règles relatives aux fournisseurs de conseils financiers indépendants afin de rendre moins coûteux et plus facile pour ces entreprises de conseiller les épargnants sur certains investissements classiques comme des *stock and shares Isas* (dispositif permettant d'investir jusqu'à 20 000£ avec une fiscalité préférentielle). Cette initiative répond notamment au constat que 4,2 millions de personnes au Royaume-Uni détiennent plus de 10 000£ en espèces et sont prêtes à en investir une partie.

**Le Royaume-Uni et Singapour renouvellent leur volonté d'approfondir leur partenariat sur la finance à l'issue du septième dialogue financier** – Ce dialogue a permis d'établir un partenariat renforcé sur les FinTech en vue d'offrir de nouvelles opportunités au secteur. Les deux pays ont, par ailleurs, discuté de diverses thématiques, dont notamment la finance verte, les crypto-monnaies, et les banques digitales.

### 2 Banques et assurances

**Le gouvernement pourrait supprimer l'obligation de séparer les activités de banque d'investissements et de dépôts pour les établissements de taille modeste** – Cette suppression pour certaines petites banques leur permettrait de diminuer le volume d'exigences de capitaux auxquelles elles sont soumises (l'actuelle séparation impliquant à chacune des deux entités de la banque d'avoir ses propres coussins de fonds propres). Les plus grandes banques comme Barclays, HSBC ou Lloyd's ne seraient pas concernées. Pour rappel, cette obligation a été mise en place consécutivement à la crise de 2008, afin d'éviter que les banques mobilisent des dépôts pour des activités financières plus risquées. D'après le [rapport](#) de mars 2022 effectué par la commission en charge du suivi de cette réforme, il n'y aurait pas d'éléments justifiant de revenir sur cette réforme.

**La Prudential Regulatory Authority (PRA) a publié une [consultation](#) concernant la transposition des derniers éléments du paquet bâlois dans le cadre réglementaire britannique** – Très proche de l'accord négocié à Bale, les propositions portent principalement sur la mesure des actifs pondérés par le risque (RWA). Les propositions visent, entre autres, à réviser le calcul des RWA en améliorant à la fois la mesure du risque dans les modèles internes et les approches standardisées (SA), ainsi que la comparaison entre ces deux approches, et la comparabilité de la mesure du risque entre les banques. Un « *output floor* » sera également mis en

place afin de diminuer l'avantage de l'utilisation de modèles internes. En parallèle, le HM Treasury a publié une [consultation](#) concernant les révocations des articles CRR permettant à la PRA de pouvoir appliquer ces modifications. La date de mise en œuvre retenue est le 1<sup>er</sup> janvier 2025. La consultation de la PRA se clôturera le 31 mars 2023 tandis que celle du HMT s'étend jusqu'au 31 janvier 2023.

**La PRA a [explicité](#) le traitement des petites banques (« *challenger* ») pendant la période entre l'application des règles baloises et celle du *Strong and Simple Framework* (cadre réglementaire simplifié pour les petites banques)** – Ainsi, les entreprises répondant aux critères du régime simplifié ne seraient pas tenues d'appliquer les normes Bâle 3.1, sauf choix contraire, pour le calcul des ratios de fonds propres et les RWA. Cependant, la PRA aimerait évaluer la pertinence de l'intégration des nouvelles règles prudentielles baloises dans ce futur cadre simplifié. Elle invite donc les plus petites banques en question à répondre aux propositions présentées dans la consultation, notamment en considérant les accommodements nécessaires pour faciliter une potentielle application future.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)